CONTRÔLEUR DES FINANCES PUBLIQUES · ÉPREUVE N° 2 · OPTION QRC

Sciences économiques et sociales

Une fiche méthode pour bien rédiger ses réponses, puis tout le programme de l'option en 12 fiches de deux pages : l'essentiel, les auteurs, les pièges, 60 questions à réponse courte corrigées, puis les sujets officiels corrigés.

A · TECHNIQUES QUANTITATIVES

- **S1** Taux de variation, indices, valeur et volume
- **S2** Élasticités, propensions et statistiques
- **S3** Graphiques, courbe de Lorenz et Gini

B1 · CROISSANCE ET CAPITAL

- **S4** Sources et limites de la croissance
- **S5** Capital, progrès technique et croissance
- **S6** Monnaie et financement de l'économie
- **S7** Fluctuations et politiques de régulation

B2 · TRAVAIL ET EMPLOI

- **S8** Organisation du travail, progrès technique et emploi

C · OUVERTURE INTERNATIONALE

- **S9** Commerce international et développement
- **S10** Système monétaire, firmes et mondialisation
- **S11** L'Union européenne et l'intégration régionale
- **S12** Les nouveaux cadres de l'action publique

ANNALES · SUJETS CORRIGÉS

- **A1** Le sujet 2026 et le sujet zéro corrigés

Ressource gratuite. Ce pack est diffusé bénévolement pour aider les candidats. Vous pouvez le partager librement ; il ne peut pas être vendu.

L'Essentiel Concours

Conforme au programme de l'arrêté du 1er juillet 2024.
Initiative indépendante : ce document n'est pas une publication officielle de la DGFiP.

Version 1.1 · novembre 2026

Licence CC BY-NC-ND 4.0 · L'Essentiel Concours

contact@lessentiel-concours.fr

Réussir une QRC de SES

Définir, expliquer un mécanisme, mobiliser un auteur, lire une donnée chiffrée

Ce qu'est une QRC. Une question à réponse courte appelle une réponse **précise et complète en quelques lignes**, pas une dissertation. Le correcteur cherche des éléments attendus : la définition exacte, le mécanisme, l'auteur, le chiffre bien lu.

Le temps. Notre conseil : bouclez le QCM en 45 minutes et gardez **1 h 15** pour les 3 questions, soit environ **25 minutes par question**, brouillon et relecture compris. C'est plus que l'heure minimale prévue par le guide officiel : rédiger prend du temps.

Le format réel : en 2026, **3 questions** à traiter « en **20 lignes au maximum** dans l'ordre de votre choix » ; le sujet zéro en comptait 4, en 15 lignes. Un dépassement est sanctionné. Les deux sujets sont corrigés dans la fiche A1. Le barème détaillé n'est pas publié : les autres repères de cette fiche sont des conseils.

1 · Le verbe de la consigne décide de la réponse

Consigne	Ce qui est attendu
Définissez	La définition exacte, avec les mots du cours, puis un exemple si la place le permet.
Expliquez, montrez que	Un mécanisme enchaîné : une cause, les étapes qui la relient à l'effet, l'effet. Les connecteurs (donc, ce qui entraîne, en conséquence) rendent la chaîne visible.
Calculez, interprétez	Formule, application, résultat avec son unité, puis une phrase qui dit ce que le chiffre signifie.
Distinguez	Une définition de chaque notion et le critère qui les sépare.
Illustrez	Un exemple précis : un pays, une date, une politique, un chiffre.
Présentez l'analyse de…	L'auteur, son époque, son idée centrale et le concept qu'il a forgé.

2 · Construire la réponse : affirmer, expliquer, illustrer

A
Affirmer

Une première phrase répond directement à la question, avec la notion définie.

E
Expliquer

Le mécanisme, étape par étape, ou la thèse d'un auteur.

I
Illustrer

Un exemple ou un chiffre qui prouve ce qui vient d'être dit.

3 · Lire une donnée chiffrée sans se tromper

Un taux de variation se lit en pourcentage : « entre 2015 et 2024, le PIB a augmenté de 12 % ». **Un écart entre deux taux** se lit en points : le chômage passe de 7 % à 8 %, il augmente d'**un point**, soit de 14 % environ.

Un indice base 100 se lit par rapport à l'année de base : 120 signifie une hausse de 20 %, et non de 120 %. Donnez toujours la source, la date et l'unité de la donnée que vous citez.

4 · Mobiliser un auteur à bon escient

Citer un nom ne rapporte rien : c'est l'idée qui compte. Écrivez « pour Schumpeter, l'innovation détruit des activités anciennes et en crée de nouvelles : c'est la **destruction créatrice** », plutôt que « comme le dit Schumpeter ». Un auteur bien utilisé vaut mieux que trois cités au hasard.

Exemple 1 · définir

Définissez le produit intérieur brut et indiquez une de ses limites.

RÉPONSE INSUFFISANTE

« Le PIB, c'est la richesse d'un pays. Il a des limites. »

Définition vague, limite annoncée mais jamais donnée.

RÉPONSE ATTENDUE

Le PIB mesure la richesse produite en un an sur le territoire national : c'est la **somme des valeurs ajoutées** des unités résidentes, plus les impôts sur les produits nets des subventions. Limite : il ignore la production domestique et bénévole, et ne dit rien des inégalités ni des atteintes à l'environnement.

Exemple 2 · expliquer un mécanisme

Expliquez comment le progrès technique peut créer des emplois.

RÉPONSE INSUFFISANTE

« Le progrès technique crée des emplois car il y a de nouveaux métiers. »

Une affirmation sans mécanisme : on ne voit pas comment on passe de la cause à l'effet.

RÉPONSE ATTENDUE

Le progrès technique élève la **productivité**, ce qui baisse les coûts et les prix. Le pouvoir d'achat augmente, donc la demande, puis la production : les entreprises embauchent. C'est l'**effet de compensation** ; Alfred Sauvy parle de **déversement** des emplois vers les secteurs en croissance. L'innovation crée aussi des produits et des secteurs nouveaux, comme le numérique : c'est la destruction créatrice de Schumpeter.

Chaque étape est reliée à la suivante par un connecteur, et deux auteurs viennent appuyer l'idée.

Exemple 3 · interpréter un chiffre

L'indice des prix à la consommation passe de 100 en 2015 à 120 en 2024. Interprétez.

RÉPONSE ATTENDUE

Entre 2015 et 2024, les prix à la consommation ont augmenté de **20 %** en moyenne : un panier qui coûtait 100 € en 2015 en coûte 120 en 2024. À revenu inchangé, le pouvoir d'achat a donc baissé.

Le piège est d'écrire « + 120 % ». Une phrase avec dates, unité et conséquence suffit.

Avant de rendre, vérifiez : chaque réponse porte son numéro · la première phrase répond à la question · chaque notion est définie · le mécanisme est enchaîné avec des connecteurs · chaque chiffre a sa date et son unité · aucune question n'est laissée blanche, une définition juste rapporte déjà des points.

Taux de variation, indices, valeur et volume

Mesurer une évolution, l'enchaîner, la comparer et la corriger de l'inflation

Les formules à connaître

Outil	Formule	Exemple
Taux de variation	$(V_{arrivée} - V_{départ}) \div V_{départ} \times 100$	Un PIB qui passe de 2 500 à 2 550 Md€ croît de 2 %.
Coefficient multiplicateur	$CM = V_{arrivée} \div V_{départ} = 1 + t$	Une hausse de 2 % donne CM = 1,02 ; une baisse de 15 %, CM = 0,85.
Variations successives	$CM\ global = CM_1 \times CM_2 \times \ldots$	+10 % puis −10 % : 1,10 × 0,90 = 0,99, soit −1 % et non 0 %.
Taux réciproque	$CM_{retour} = 1 \div CM$	Après +25 %, il faut −20 % pour revenir au départ (1 ÷ 1,25 = 0,8).
Taux de croissance annuel moyen	$TCAM = (V_a \div V_d)^{1/n} - 1$	De 100 à 121 en 2 ans : $\sqrt{1,21} - 1 = 10$ % par an, et non 10,5 %.

Les indices

Définition. Indice = (valeur de l'année ÷ valeur de l'année de base) × 100. L'année de base vaut 100. Un indice de 112 signifie une hausse de 12 % *depuis l'année de base*.

Comparer deux années sans la base. On calcule un taux entre les deux indices : de 110 à 125, la hausse est de (125 − 110) ÷ 110 = 13,6 %, et non de 15 %. L'écart de 15 se lit en **points d'indice**.

Indice synthétique. Un indice comme l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'Insee est une moyenne pondérée d'indices élémentaires : chaque produit pèse selon sa part dans la consommation des ménages.

Valeur et volume, nominal et réel

Valeur = volume × prix. Une grandeur en valeur (ou nominale, en euros courants) mélange la variation des quantités et celle des prix. La grandeur en volume (ou réelle, en euros constants) retire l'effet des prix.

La relation exacte : $CM_{valeur} = CM_{volume} \times CM_{prix}$. PIB en valeur +5 %, prix +3 % : volume = 1,05 ÷ 1,03 = 1,019, soit +1,9 %.

L'approximation : pour de petits taux, taux réel ≈ taux nominal − inflation. Un salaire qui progresse de 4 % avec 2 % d'inflation gagne environ 2 % de pouvoir d'achat (exactement 1,96 %). Appliquée aux taux d'intérêt, c'est la relation de Fisher.

L'astuce rapide · Pour enchaîner, comparer ou corriger des évolutions, passez toujours par les coefficients multiplicateurs : on les multiplie et on les divise, jamais on n'additionne les pourcentages.

Les pièges classiques

Additionner des pourcentages successifs : +10 % puis +10 % font +21 %, pas +20 %.

Confondre points et pourcentage : un taux de chômage qui passe de 8 % à 10 % augmente de 2 points, soit de 25 %.

Lire un indice comme un taux entre deux années : de 120 à 132, la hausse est de 10 %, pas de 12 %.

Oublier l'inflation : une hausse du PIB « en valeur » ne dit rien de la production réelle tant qu'on n'a pas retiré l'effet des prix.

Diviser par la mauvaise base : le taux se calcule toujours par rapport à la valeur de *départ*.

Entraînez-vous : 5 QRC · répondez en quelques lignes, calcul compris

1. Le prix d'un bien passe de 80 € à 92 €. Calculez le taux de variation et le coefficient multiplicateur.

2. Un prix augmente de 20 %, puis baisse de 20 %. Quelle est sa variation globale ? Justifiez.

3. L'indice de la production industrielle (base 100 en 2020) vaut 108 en 2024 et 112 en 2025. Interprétez la valeur 112, puis calculez la variation entre 2024 et 2025.

4. Le PIB en valeur augmente de 4,5 % et les prix de 2,5 %. Quelle est la croissance en volume ?

5. Le taux de chômage passe de 8 % à 7,2 %. Exprimez cette baisse en points de pourcentage, puis en pourcentage.

Corrigés détaillés

1. (92 − 80) ÷ 80 = 0,15 : le prix augmente de **15 %**. Le coefficient multiplicateur vaut 92 ÷ 80 = **1,15**.

2. CM global = 1,20 × 0,80 = 0,96 : le prix baisse de **4 %**. La baisse de 20 % s'applique à une base plus élevée que la hausse, elle « pèse » donc davantage.

3. 112 signifie que la production a augmenté de **12 % entre 2020 et 2025**. Entre 2024 et 2025 : (112 − 108) ÷ 108 = **+3,7 %**, soit 4 points d'indice.

4. CM volume = 1,045 ÷ 1,025 = 1,0195 : la croissance en volume est d'environ **2 %** (1,95 %). L'approximation 4,5 − 2,5 = 2 % donne un résultat très proche.

5. Baisse de **0,8 point** de pourcentage. En pourcentage : (7,2 − 8) ÷ 8 = **−10 %**.

Élasticités, propensions et statistiques

Mesurer une sensibilité, décrire un comportement de consommation, résumer une distribution

Les élasticités

Définition. L'élasticité de Y par rapport à X mesure la variation relative de Y quand X varie de 1 % : e = (ΔY ÷ Y) ÷ (ΔX ÷ X). Si le prix augmente de 10 % et la quantité demandée baisse de 5 %, e = −5 ÷ 10 = **−0,5**.

Élasticité	Lecture
Prix de la demande	Généralement négative. En valeur absolue, supérieure à 1 : demande **élastique** (une hausse de prix fait baisser la recette) ; inférieure à 1 : demande **rigide** (carburant, tabac, énergie).
Revenu	Positive pour un bien normal ; supérieure à 1 pour un bien supérieur (loisirs, santé) ; entre 0 et 1 pour un bien de première nécessité (alimentation, lois d'Engel) ; négative pour un bien inférieur.
Croisée	Effet du prix d'un bien B sur la demande d'un bien A : positive pour des biens **substituables** (train et avion), négative pour des biens **complémentaires** (voiture et carburant).

Les propensions à consommer et à épargner

Propension moyenne : PMC = C ÷ R et PME = S ÷ R, avec PMC + PME = 1. Revenu de 2 000 €, consommation de 1 700 € : PMC = 0,85 et PME = 0,15.

Propension marginale : pmc = ΔC ÷ ΔR. Si le revenu augmente de 100 € et la consommation de 60 €, pmc = 0,6. Pour Keynes, la pmc diminue quand le revenu augmente : c'est la « loi psychologique fondamentale ».

Ordre de grandeur. En France, le taux d'épargne des ménages avoisine 18 % de leur revenu disponible brut : 17,9 % en 2025, après 18,5 % en 2024 (Insee).

Résumer une distribution statistique

Indicateur	Définition et usage
Moyenne	Somme des valeurs ÷ effectif. Sensible aux valeurs extrêmes : un très haut salaire la tire vers le haut.
Médiane	Valeur qui partage l'effectif en deux moitiés égales. Pour les revenus, elle est inférieure à la moyenne, car la distribution est étirée vers le haut.
Quartiles, déciles	Valeurs qui partagent l'effectif en 4 ou en 10 parts égales. D1 : 10 % gagnent moins ; D9 : 10 % gagnent plus.
Dispersion	Étendue (max − min), écart interquartile (Q3 − Q1), rapport interdécile D9 ÷ D1, écart-type (écart moyen à la moyenne). Plus ils sont élevés, plus les valeurs sont dispersées.

Les pièges classiques

Inverser le rapport de l'élasticité : c'est la variation de la quantité divisée par celle du prix (ou du revenu), jamais l'inverse.

Confondre propension moyenne et marginale : la moyenne rapporte des niveaux (C ÷ R), la marginale rapporte des variations (ΔC ÷ ΔR).

Prendre la moyenne pour la médiane : un salaire moyen supérieur au salaire médian ne signifie pas que la majorité gagne plus que la moyenne, au contraire.

Lire D9 ÷ D1 comme un écart moyen : il compare deux seuils, pas le revenu moyen des plus riches et des plus pauvres.

Entraînez-vous : 5 QRC · répondez en quelques lignes, calcul compris

1. Le prix d'un bien augmente de 5 % et la quantité demandée baisse de 8 %. Calculez l'élasticité-prix et qualifiez la demande.

2. Le revenu des ménages augmente de 4 % et leurs dépenses de loisirs de 6 %. Que peut-on en déduire ?

3. Un ménage voit son revenu passer de 2 500 € à 2 600 € et sa consommation de 2 100 € à 2 170 €. Calculez sa propension moyenne à consommer initiale et sa propension marginale.

4. Cinq salaires : 1 200, 1 400, 1 500, 1 900 et 4 000 €. Calculez la moyenne et la médiane, puis expliquez leur écart.

5. Que signifie un rapport interdécile D9 ÷ D1 des niveaux de vie égal à 3,4 ?

Corrigés détaillés

1. e = −8 ÷ 5 = **−1,6**. En valeur absolue supérieure à 1, la demande est **élastique** : la hausse de prix fait baisser la recette du vendeur.

2. Élasticité-revenu = 6 ÷ 4 = **1,5**, supérieure à 1 : les loisirs sont un **bien supérieur**, dont la part dans le budget augmente avec le revenu.

3. PMC initiale = 2 100 ÷ 2 500 = **0,84**. Propension marginale = (2 170 − 2 100) ÷ (2 600 − 2 500) = 70 ÷ 100 = **0,7**.

4. Moyenne = 10 000 ÷ 5 = **2 000 €** ; médiane = **1 500 €**, valeur centrale. Le salaire de 4 000 € tire la moyenne vers le haut : quatre salariés sur cinq gagnent moins que la moyenne.

5. Le niveau de vie plancher des 10 % les plus aisés est **3,4 fois** supérieur au niveau de vie plafond des 10 % les plus modestes. C'est une mesure des inégalités.

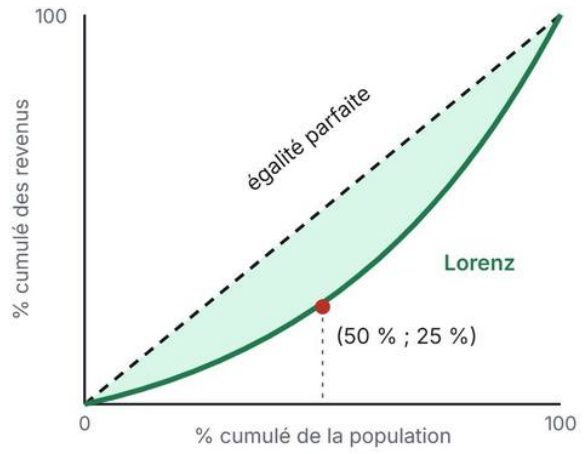
Graphiques, courbe de Lorenz et Gini

Choisir et lire un graphique, mesurer la concentration des revenus

Quel graphique pour quelle donnée ?

Graphique	Usage et lecture
Diagramme de répartition	Secteurs (camembert) ou barres empilées : la part de chaque composante dans un total, par exemple les dépenses de l'État par mission. Les parts totalisent 100 %.
Série chronologique	Une courbe dans le temps. En échelle arithmétique, des écarts égaux représentent des **différences** égales. En échelle semi-logarithmique, ils représentent des **taux** égaux : une droite signifie un taux de croissance constant.
Pyramide des âges	Effectifs par âge, hommes à gauche, femmes à droite. Une base qui se rétrécit traduit la baisse de la natalité ; un renflement, un baby-boom ; une entaille, des classes creuses (guerres) ; un sommet élargi, le vieillissement.

La courbe de Lorenz et le coefficient de Gini



Construction. On classe la population du plus modeste au plus aisé. En abscisse, la part cumulée de la population ; en ordonnée, la part cumulée des revenus qu'elle perçoit.

Lecture d'un point. Le point (50 % ; 25 %) signifie que les 50 % les plus modestes perçoivent 25 % des revenus.

Interprétation. La diagonale correspond à l'égalité parfaite. Plus la courbe s'en éloigne, plus la répartition est inégalitaire.

Le coefficient de Gini mesure l'aire comprise entre la diagonale et la courbe (en vert clair), rapportée à l'aire totale sous la diagonale. Il varie de **0** (égalité parfaite) à **1** (une seule personne perçoit tout).

Ordre de grandeur. En France, le Gini des niveaux de vie, calculé après impôts et prestations sociales, est proche de 0,29 ; il est nettement plus élevé avant redistribution, et bien plus élevé encore pour le patrimoine.

Les pièges classiques

Lire une échelle semi-logarithmique comme une échelle ordinaire : une courbe qui monte en ligne droite traduit un taux constant, pas une hausse de même montant chaque année.

Inverser les axes de Lorenz : la population est en abscisse, les revenus en ordonnée. La courbe est toujours sous la diagonale.

Croire que le Gini dit qui est pauvre : il mesure la concentration globale, pas le niveau de vie ni la pauvreté.

Oublier le titre, la source et l'unité en commentant un graphique : ce sont les premiers éléments à citer.

Entraînez-vous : 5 QRC · répondez en quelques lignes

1. Sur un graphique en échelle semi-logarithmique, l'évolution du PIB d'un pays forme une droite. Que pouvez-vous en conclure ?

2. Sur une courbe de Lorenz des revenus, on lit le point (80 % ; 55 %). Rédigez la phrase de lecture.

3. Le coefficient de Gini d'un pays passe de 0,32 à 0,29 en dix ans. Interprétez cette évolution.

4. La pyramide des âges de la France présente une base plus étroite que son centre et un renflement entre 50 et 80 ans. Expliquez ces deux caractéristiques.

5. Quel graphique choisiriez-vous pour représenter, d'une part, la structure des recettes de l'État, d'autre part, l'évolution du taux de chômage depuis 1975 ?

Corrigés détaillés

1. Une droite en échelle semi-logarithmique traduit un **taux de croissance constant** sur la période. Plus la pente est forte, plus ce taux est élevé.

2. « Les **80 % des ménages les plus modestes perçoivent 55 % des revenus**. » On en déduit que les 20 % les plus aisés en perçoivent 45 %.

3. Le Gini diminue : la courbe de Lorenz se rapproche de la diagonale et les **inégalités de revenus se réduisent**, par exemple sous l'effet de la redistribution.

4. La base étroite reflète la **baisse de la natalité** depuis les années 2010. Le renflement correspond aux générations nombreuses du **baby-boom** (1946-1974), qui entrent dans la retraite et font vieillir la population.

5. La structure des recettes : un **diagramme de répartition** (secteurs ou barre empilée). Le chômage depuis 1975 : une **série chronologique** en courbe.

Sources et limites de la croissance

D'où vient la croissance, que mesure le PIB, et la croissance est-elle soutenable ?

La croissance économique est l'augmentation durable de la production d'un pays. Elle se mesure par le taux de variation du **PIB en volume**. Le PIB est la somme des valeurs ajoutées produites sur le territoire, augmentée des impôts sur les produits et diminuée des subventions.

Croissance et développement. La croissance est quantitative ; le développement est qualitatif (santé, éducation, conditions de vie). L'indice de développement humain (IDH) du Programme des Nations unies pour le développement combine espérance de vie, éducation et revenu par habitant.

Les sources de la croissance

Source	Mécanisme
Le facteur travail	En quantité (population active, durée du travail) et en qualité : le **capital humain** (formation, santé, expérience), notion développée par Gary Becker.
Le facteur capital	L'accumulation de capital productif par l'investissement, mesuré par la formation brute de capital fixe (FBCF).
La productivité globale des facteurs	La part de la croissance qui ne s'explique ni par le travail ni par le capital : le « résidu » mis en évidence par Robert Solow, attribué au **progrès technique** et à une meilleure organisation.
Les institutions	Droits de propriété protégés, État de droit, contrats respectés : pour Douglass North, elles incitent à investir et à innover.

Les limites de la croissance

Les limites de la mesure. Le PIB ignore le travail domestique et le bénévolat, saisit mal l'économie souterraine, ne dit rien des inégalités et compte comme une richesse des activités qui réparent des dégâts. Le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi (2009) recommande de le compléter par des indicateurs de bien-être et de soutenabilité.

Les limites écologiques. Dès 1972, le rapport Meadows pour le Club de Rome alerte sur l'épuisement des ressources. La croissance émet des gaz à effet de serre et dégrade le capital naturel.

Le développement durable répond « aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs » (rapport Brundtland, 1987).

Soutenabilité faible : les capitaux sont substituables ; la baisse du capital naturel peut être compensée par plus de capital physique ou humain, grâce au progrès technique.

Soutenabilité forte : le capital naturel n'est pas substituable ; certaines ressources (climat stable, biodiversité) doivent être préservées en tant que telles.

Les instruments de la politique climatique

La pollution est une externalité négative : un coût supporté par des tiers sans compensation. Les pouvoirs publics cherchent à l'« internaliser ».

La taxe (logique d'Arthur Pigou) fixe un prix au carbone : chacun réduit ses émissions tant que cela lui coûte moins cher que la taxe. **Le marché de quotas** fixe la quantité totale d'émissions et laisse le marché en déterminer le prix, comme le système d'échange de quotas de l'Union européenne. **La norme** interdit ou plafonne directement (normes d'émission des véhicules).

Les pièges classiques

Confondre croissance et développement : un pays peut croître sans que la santé ou l'éducation progressent.

Mesurer la croissance en valeur : c'est le PIB en volume qui compte, une fois l'inflation retirée.

Oublier les auteurs : Solow pour le résidu, Becker pour le capital humain, North pour les institutions, Meadows pour les limites écologiques.

Entraînez-vous : 5 QRC · répondez en quelques lignes

1. **Définissez la croissance économique et indiquez comment on la mesure.**
2. **Qu'appelle-t-on la productivité globale des facteurs ?**
3. **Citez trois limites du PIB comme indicateur de richesse.**
4. **Distinguez soutenabilité faible et soutenabilité forte.**
5. **Présentez deux instruments de la politique climatique et leur logique.**

Corrigés détaillés

1. Augmentation **durable** de la production d'un pays, mesurée par le **taux de variation du PIB en volume**, c'est-à-dire corrigé de la hausse des prix.

2. La part de la croissance qui n'est expliquée ni par l'augmentation du travail ni par celle du capital. Ce « résidu » mis en évidence par **Solow** traduit le **progrès technique** et l'efficacité de l'organisation.

3. Il ignore la **production domestique et bénévole**, ne mesure pas les **inégalités**, et ne tient pas compte des **dégradations de l'environnement** (il peut même augmenter avec des dépenses de réparation).

4. Faible : les capitaux naturel, physique et humain sont **substituables**. Forte : le capital naturel est **irremplaçable** et doit être préservé pour lui-même.

5. La **taxe carbone** fixe un prix et laisse les acteurs ajuster leurs émissions ; le **marché de quotas** fixe la quantité totale d'émissions et laisse le marché fixer le prix. Une norme peut aussi interdire ou plafonner.

Capital, progrès technique et croissance

Investir, innover, et ce qu'en disent Solow, Romer, Lucas, Barro et Schumpeter

Le capital et l'investissement

Capital fixe : biens de production durables, utilisés pendant plusieurs cycles (machines, bâtiments, logiciels). **Capital circulant :** biens détruits ou transformés au cours de la production (matières premières, énergie), appelés consommations intermédiaires.

Investir, c'est accroître ou renouveler le capital fixe. On le mesure par la formation brute de capital fixe (FBCF). Le taux d'investissement rapporte la FBCF à la valeur ajoutée.

Type d'investissement	Objectif
De remplacement	Renouveler le capital usé ou obsolète : on maintient la capacité de production.
De capacité	Accroître la capacité de production pour répondre à une demande plus forte.
De productivité	Produire plus avec autant de facteurs, grâce à des équipements plus performants.
Immatériel	Recherche-développement, logiciels, formation, marques : il pèse de plus en plus dans les économies développées.

Les théories de la croissance

Auteur	Idée centrale
Robert Solow (1956)	Les rendements du capital sont **décroissants** : accumuler toujours plus de capital finit par rapporter de moins en moins. À long terme, seul le progrès technique, supposé **exogène** (« tombé du ciel »), entretient la croissance.
Croissance endogène	Le progrès technique est produit par l'activité économique elle-même, grâce à des **externalités positives** : les connaissances et la recherche (Paul Romer), le capital humain (Robert Lucas), les infrastructures publiques (Robert Barro). La croissance s'auto-entretient, et l'État peut la stimuler.
Joseph Schumpeter	L'**entrepreneur** innove pour obtenir un profit de monopole temporaire. Les innovations arrivent en **grappes** et provoquent une **destruction créatrice** : de nouvelles activités remplacent les anciennes.

Les cinq formes d'innovation selon Schumpeter : un nouveau produit, un nouveau procédé de production, un nouveau débouché, une nouvelle source de matières premières, une nouvelle organisation.

Innover et protéger. Le brevet accorde un monopole d'exploitation pendant 20 ans au plus : il rémunère l'innovateur, en contrepartie de la publication de l'invention, qui facilite sa diffusion.

Les pièges classiques

Confondre invention et innovation : l'invention est une découverte ; l'innovation est son application économique, mise sur le marché.

Attribuer le progrès technique endogène à Solow : chez lui, il est exogène. L'endogénéisation est l'apport de Romer, Lucas et Barro, à partir de la fin des années 1980.

Réduire l'investissement aux machines : la recherche, les logiciels et la formation sont aussi des investissements.

Voir la destruction créatrice comme purement positive : elle crée de la croissance à long terme, mais détruit des emplois et des entreprises à court terme.

Entraînez-vous : 5 QRC · répondez en quelques lignes

1. Distinguez capital fixe et capital circulant, avec un exemple pour chacun.

2. Présentez trois types d'investissement selon leur objectif.

3. Pourquoi, selon Robert Solow, l'accumulation du capital ne suffit-elle pas à assurer une croissance durable ?

4. Qu'apportent les théories de la croissance endogène par rapport au modèle de Solow ?

5. Expliquez la notion de destruction créatrice de Joseph Schumpeter.

Corrigés détaillés

1. Le **capital fixe** sert durant plusieurs cycles de production (une machine-outil) ; le **capital circulant** est détruit ou transformé dans le processus (l'acier utilisé par un constructeur automobile).

2. L'investissement de **remplacement** renouvelle le capital usé ; celui de **capacité** accroît la production possible ; celui de **productivité** permet de produire plus avec autant de facteurs.

3. Les rendements du capital sont **décroissants** : chaque machine supplémentaire rapporte moins que la précédente. Sans **progrès technique**, la croissance par habitant finit par s'arrêter.

4. Elles expliquent le progrès technique par l'activité économique elle-même : la recherche, le capital humain et les infrastructures produisent des **externalités positives** qui rendent la croissance auto-entretenue et justifient l'intervention de l'État.

5. Les innovations font naître de **nouveaux produits et secteurs** qui remplacent les anciens, condamnés à disparaître. Ce processus est le moteur de la croissance, mais il s'accompagne de destructions d'emplois.

Monnaie et financement de l'économie

Ce qu'est la monnaie, qui la crée, et comment agents et État se financent

La monnaie : fonctions, formes et mesure

Trois fonctions, déjà décrites par Aristote : **unité de compte** (elle mesure la valeur des biens), **intermédiaire des échanges** (elle évite le troc), **réserve de valeur** (elle permet de différer une dépense).

Des formes dématérialisées. La monnaie fiduciaire (billets et pièces) ne représente plus qu'une petite partie de la masse monétaire ; l'essentiel est de la **monnaie scripturale** : les dépôts à vue inscrits sur les comptes bancaires.

Agrégat (zone euro)	Contenu
M1	Billets, pièces et dépôts à vue : la monnaie immédiatement utilisable.
M2	M1 + dépôts à terme jusqu'à 2 ans + dépôts remboursables avec un préavis jusqu'à 3 mois (comme le livret A).
M3	M2 + instruments négociables : parts de fonds monétaires, titres de créance jusqu'à 2 ans, pensions.

La création monétaire

« Les crédits font les dépôts ». Une banque qui accorde un prêt de 10 000 € crédite le compte de l'emprunteur : elle crée de la monnaie scripturale par un simple jeu d'écriture. Le remboursement du prêt **détruit** cette monnaie.

Les limites au pouvoir des banques : la demande de crédit des agents, les retraits en billets, l'obligation de se refinancer auprès de la banque centrale, les réserves obligatoires (1 % de certains dépôts dans la zone euro) et les règles prudentielles (ratios de fonds propres de Bâle III).

La banque centrale et la politique monétaire

La Banque centrale européenne (BCE, Francfort, créée en 1998) conduit la politique monétaire de la zone euro avec les banques centrales nationales, au sein de l'Eurosystème. Elle est indépendante.

Son objectif principal : la stabilité des prix, définie depuis 2021 comme une inflation de **2 % à moyen terme**, de façon symétrique.

Ses instruments : les trois taux directeurs (facilité de dépôt, opérations principales de refinancement, prêt marginal), les réserves obligatoires et, depuis la crise, des mesures non conventionnelles comme les achats massifs de titres (assouplissement quantitatif, lancé en 2015).

Le financement de l'économie

Capacité ou besoin de financement. Un agent dont l'épargne dépasse l'investissement dégage une capacité de financement (traditionnellement les ménages) ; dans le cas contraire, il a un besoin de financement (entreprises, administrations publiques).

L'autofinancement : l'entreprise investit avec ses propres ressources (bénéfices non distribués, amortissements). **Le financement indirect** passe par un intermédiaire, la banque, qui prête. **Le financement direct** se fait sur les marchés financiers : émission d'actions (titres de propriété) ou d'obligations (titres de dette).

Deux modèles. John Hicks oppose l'économie d'endettement, financée surtout par le crédit bancaire, à l'économie de marchés financiers. Depuis les années 1980, la règle des « 3 D » (déréglementation, décloisonnement, désintermédiation) a renforcé le financement direct.

L'État se finance par les prélèvements obligatoires et, pour couvrir son déficit, par l'emprunt sur les marchés, notamment les obligations assimilables du Trésor (OAT) émises par l'Agence France Trésor.

Les pièges classiques

Croire que la banque centrale crée l'essentiel de la monnaie : ce sont les banques commerciales, par le crédit.

Confondre action et obligation : l'action rend propriétaire et donne droit à un dividende variable ; l'obligation est un prêt rémunéré par un intérêt.

Oublier que le remboursement détruit de la monnaie.

Entraînez-vous : 5 QRC · répondez en quelques lignes

1. **Présentez les trois fonctions de la monnaie.**
2. **Expliquez comment une banque commerciale crée de la monnaie.**
3. **Quel est l'objectif principal de la BCE, et comment est-il défini ?**
4. **Distinguez financement direct et financement indirect.**
5. **Qu'est-ce qu'un agent à besoin de financement ? Donnez un exemple.**

Corrigés détaillés

1. **Unité de compte** (exprimer la valeur des biens), **intermédiaire des échanges** (payer sans troc), **réserve de valeur** (conserver un pouvoir d'achat dans le temps).

2. En accordant un **crédit**, la banque inscrit son montant sur le compte du client : elle crée de la monnaie scripturale. Le remboursement la détruit.

3. La **stabilité des prix**, définie comme une inflation de **2 % à moyen terme**, de façon symétrique (une inflation trop basse est aussi indésirable qu'une inflation trop forte).

4. **Direct** : l'agent émet des titres achetés par les épargnants sur les marchés. **Indirect** : il emprunte auprès d'un intermédiaire financier, la banque.

5. Un agent dont l'**investissement dépasse l'épargne** : une entreprise qui investit plus que ses ressources propres, ou l'État en déficit.

Fluctuations et politiques de régulation

Cycles, chocs d'offre et de demande, politiques budgétaire et monétaire

Les fluctuations économiques

La croissance n'est pas régulière. On distingue la croissance effective de la croissance **potentielle**, celle que permettent les facteurs de production sans tension sur les prix. L'écart entre les deux est l'écart de production (*output gap*).

Les phases : expansion, retournement (crise), **récession** (par convention, deux trimestres consécutifs de baisse du PIB), **dépression** (baisse durable et profonde), puis reprise. Une simple baisse du rythme de croissance est un ralentissement.

Les cycles : courts de Kitchin (3 à 4 ans), des affaires de Juglar (8 à 10 ans), longs de Kondratiev (environ 50 ans), associés par Schumpeter aux grappes d'innovations.

Choc	Mécanisme et exemples
De demande	Variation brutale de la consommation, de l'investissement ou des exportations. La crise financière de 2008 a provoqué un choc de demande négatif : chute du crédit, de l'investissement et du commerce mondial.
D'offre	Variation des coûts ou des capacités de production. Les chocs pétroliers de 1973 et 1979, ou la flambée de l'énergie en 2022, ont combiné hausse des prix et ralentissement : la **stagflation**.

Les politiques de régulation

Politiques conjoncturelles et structurelles. Les premières agissent à court terme sur la demande (budget, monnaie) ; les secondes modifient durablement le fonctionnement de l'économie (marché du travail, concurrence, formation).

La politique budgétaire. Les **stabilisateurs automatiques** amortissent spontanément la conjoncture : en récession, les recettes fiscales baissent et les allocations chômage augmentent. L'État peut aussi mener une relance volontaire, dont l'effet est amplifié par le **multiplicateur keynésien** : $k = 1 \div (1 - pmc)$. Avec une propension marginale à consommer de 0,8, 1 € de dépense publique peut engendrer jusqu'à 5 € de revenu, dans une économie fermée et sans impôts.

La politique monétaire. En baissant ses taux directeurs, la banque centrale rend le crédit moins cher, ce qui stimule l'investissement et la consommation ; en les relevant, elle freine l'inflation.

Le policy mix désigne la combinaison des deux politiques. Dans la zone euro, la politique monétaire est commune et les politiques budgétaires sont nationales, encadrées par le Pacte de stabilité et de croissance : déficit public limité à 3 % du PIB, dette à 60 %.

Les limites des politiques de relance

L'effet d'éviction : l'État qui emprunte massivement peut faire monter les taux d'intérêt et décourager l'investissement privé.

La contrainte extérieure : en économie ouverte, une partie de la demande supplémentaire profite aux importations. La relance française de 1981-1982 a ainsi creusé le déficit commercial.

L'équivalence ricardienne (Robert Barro) : anticipant de futures hausses d'impôts, les ménages épargnent au lieu de consommer.

La trappe à liquidité (Keynes) : quand les taux sont déjà très bas, les baisser encore ne relance plus la demande.

La dette publique : en 2025, la France affichait un déficit public de 5,1 % du PIB et une dette de 115,6 % du PIB (Insee), ce qui réduit ses marges de manœuvre.

Les pièges classiques

Confondre récession et ralentissement : un PIB qui croît moins vite n'est pas en récession.

Croire que la BCE mène la politique budgétaire : elle ne gère que la monnaie ; le budget reste national.

Appliquer la formule du multiplicateur sans réserve : les impôts, l'épargne et les importations réduisent fortement son effet réel.

Entraînez-vous : 5 QRC · répondez en quelques lignes

1. Définissez la récession et distinguez-la de la dépression.

2. Distinguez choc d'offre et choc de demande, avec un exemple de chacun.

3. La propension marginale à consommer est de 0,75. Calculez le multiplicateur et l'effet maximal d'une dépense publique de 10 milliards d'euros.

4. Que sont les stabilisateurs automatiques ?

5. Expliquez l'effet d'éviction.

Corrigés détaillés

1. Récession : **baisse du PIB pendant au moins deux trimestres consécutifs**. La dépression est une baisse plus forte et plus durable, comme dans les années 1930.

2. Choc de **demande** : variation brutale de la dépense (effondrement du crédit en 2008). Choc d'**offre** : variation des coûts de production (chocs pétroliers de 1973 et 1979).

3. k = 1 ÷ (1 − 0,75) = **4**. L'effet maximal sur le revenu est de 4 × 10 = **40 milliards d'euros**, dans une économie fermée et sans impôts.

4. Des mécanismes budgétaires qui jouent **sans décision nouvelle** : en récession, les impôts rentrent moins et les allocations chômage augmentent, ce qui soutient le revenu des ménages.

5. En empruntant beaucoup, l'État fait **monter les taux d'intérêt** et capte l'épargne disponible : l'investissement privé recule, ce qui réduit l'effet de la relance.

Organisation du travail, progrès technique et emploi

De la manufacture d'épingles aux plateformes, et ce que le progrès technique fait à l'emploi

Le point de départ. Dans *La Richesse des nations* (1776), Adam Smith montre qu'en divisant la fabrication d'une épingle en tâches spécialisées, une manufacture produit bien plus qu'un artisan seul : la **division du travail** augmente la productivité.

La productivité du travail rapporte la production à la quantité de travail (par travailleur ou par heure). Ses gains peuvent être partagés entre hausses de salaires, de profits, baisses de prix et recettes publiques.

Les grands modèles d'organisation

Modèle	Principes	Limites
Taylorisme (Frederick Taylor, début du XXe siècle)	Organisation scientifique du travail : division **verticale** (les ingénieurs conçoivent, les ouvriers exécutent) et **horizontale** (tâches parcellaires), chronométrage, salaire au rendement.	Travail répétitif et dénué de sens, absentéisme, rotation du personnel.
Fordisme (Henry Ford, années 1910)	Taylorisme plus **travail à la chaîne**, produits standardisés, production de masse, salaires élevés (le « five dollars day » de 1914) qui nourrissent la consommation de masse.	Rigidité face à une demande diversifiée, essoufflement des gains de productivité dans les années 1970.
Toyotisme (Taiichi Ohno, Japon)	**Juste-à-temps** et « cinq zéros » (stock, défaut, panne, délai, papier), polyvalence, travail en équipe, cercles de qualité, production tirée par la demande (kanban).	Intensification du travail et stress ; forte dépendance aux fournisseurs.
Formes actuelles	Néo-taylorisme dans les centres d'appels et la logistique, organisation en mode projet, télétravail, travail par plateformes numériques.	Contrôle algorithmique, statut des travailleurs des plateformes.

Le compromis fordiste. Pendant les Trente Glorieuses (1945-1975), les gains de productivité élevés sont partagés : les salaires progressent avec la productivité, ce qui alimente la demande et la croissance. L'école de la régulation (Michel Aglietta, Robert Boyer) a analysé ce régime et sa crise.

Croissance, progrès technique et emploi

L'effet de destruction : en remplaçant le travail par des machines, le progrès technique supprime des emplois dans les activités concernées.

Les effets de compensation : il crée des emplois pour produire les nouvelles machines et, par les baisses de prix et les hausses de revenus, stimule la demande. Alfred Sauvy décrit un **déversement** des emplois de l'agriculture vers l'industrie, puis vers les services.

La polarisation : l'automatisation touche surtout les tâches routinières de qualification intermédiaire ; les emplois très qualifiés et peu qualifiés résistent mieux.

Mesurer le chômage. Selon le Bureau international du travail (BIT), est chômeur une personne sans emploi, disponible sous quinze jours et qui a recherché activement un emploi. En France, le taux de chômage s'établit à 8,2 % au troisième trimestre 2026 (Insee).

Les types de chômage : conjoncturel ou keynésien (demande insuffisante), classique (coût du travail trop élevé), frictionnel (temps de transition entre deux emplois), structurel (inadéquation durable des qualifications et des emplois).

Les pièges classiques

Confondre taylorisme et fordisme : Ford reprend Taylor et y ajoute la chaîne et les hauts salaires.

Conclure que le progrès technique détruit l'emploi global : le bilan dépend des effets de compensation et du rythme de la croissance.

Confondre chômeur au sens du BIT et inscrit à France Travail : les deux mesures diffèrent.

Entraînez-vous : 5 QRC · répondez en quelques lignes

1. **Présentez les deux formes de division du travail introduites par le taylorisme.**
2. **En quoi le fordisme a-t-il favorisé la consommation de masse ?**
3. **Citez trois principes du toyotisme.**
4. **Expliquez la théorie du déversement d'Alfred Sauvy.**
5. **Définissez un chômeur au sens du BIT.**

Corrigés détaillés

1. Division **verticale** : séparation entre la conception (ingénieurs) et l'exécution (ouvriers). Division **horizontale** : décomposition du travail en tâches simples et répétitives.

2. Grâce aux gains de productivité de la chaîne, Ford **baisse les prix** de produits standardisés et **augmente les salaires** : ses ouvriers deviennent des clients.

3. Le **juste-à-temps** (produire à la demande, zéro stock), la **polyvalence** des salariés et la **qualité totale** (zéro défaut, cercles de qualité).

4. Les emplois détruits par le progrès technique dans un secteur se **reportent** vers d'autres secteurs : de l'agriculture vers l'industrie, puis de l'industrie vers les services.

5. Une personne en âge de travailler, **sans emploi**, **disponible** sous quinze jours et ayant **recherché activement** un emploi au cours du dernier mois.

Commerce international et développement

Mesurer les échanges, expliquer la spécialisation, choisir entre libre-échange et protection

Les indicateurs. Solde commercial = exportations − importations de biens. Taux de couverture = exportations ÷ importations × 100 (au-dessus de 100, excédent). Taux d'ouverture = moyenne des exportations et importations ÷ PIB × 100. Termes de l'échange = indice des prix à l'exportation ÷ indice des prix à l'importation × 100.

Pourquoi échanger ? Les théories

Théorie	Idée centrale
Avantage absolu (Adam Smith, 1776)	Chaque pays se spécialise dans ce qu'il produit avec moins de travail que les autres.
Avantage comparatif (David Ricardo, 1817)	Même un pays moins efficace partout gagne à se spécialiser là où son désavantage est le **plus faible**. Exemple célèbre : le Portugal (vin) et l'Angleterre (drap).
Dotations factorielles (Heckscher, Ohlin, Samuelson)	Un pays se spécialise dans les biens qui utilisent intensément le facteur qu'il possède en abondance : travail, capital ou terres.
Nouvelles théories (Paul Krugman, années 1980)	Les **économies d'échelle** et la **différenciation des produits** expliquent le commerce intra-branche : la France et l'Allemagne s'échangent des voitures.

Libre-échange ou protectionnisme ?

Les gains du libre-échange : prix plus bas, choix plus large, économies d'échelle, concurrence qui stimule l'innovation. Le GATT (1947) puis l'Organisation mondiale du commerce (OMC, 1995) organisent la baisse des droits de douane, selon la clause de la nation la plus favorisée.

Les instruments du protectionnisme : tarifaires (droits de douane) et non tarifaires (quotas, normes techniques ou sanitaires, subventions). Après des décennies d'ouverture, les tensions commerciales se sont accrues, comme l'ont montré les hausses de droits de douane américains en 2025.

Ses justifications : le **protectionnisme éducateur** de Friedrich List (1841), qui protège temporairement les industries naissantes ; la défense de secteurs stratégiques ; la lutte contre le dumping social ou environnemental.

Commerce et développement

Deux stratégies. La **substitution aux importations**, suivie en Amérique latine, cherche à produire localement ce qu'on importait. La **promotion des exportations**, suivie par les « dragons » asiatiques (Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong, Singapour), mise sur la conquête des marchés mondiaux.

La thèse de Prebisch et Singer : les pays exportateurs de matières premières subissent une dégradation de leurs termes de l'échange face aux pays industrialisés.

Les pièges classiques

Confondre avantage absolu et avantage comparatif : chez Ricardo, un pays peut gagner à l'échange même s'il est moins productif partout.

Lire une baisse des termes de l'échange comme une bonne nouvelle : elle signifie qu'il faut exporter davantage pour importer autant.

Réduire le protectionnisme aux droits de douane : normes, quotas et subventions en font aussi partie.

Entraînez-vous : 5 QRC · répondez en quelques lignes, calcul compris

1. Un pays exporte pour 600 Md€ de biens et en importe pour 680 Md€. Calculez son solde commercial et son taux de couverture.

2. Heures de travail nécessaires pour produire une unité. Dans quel bien chaque pays doit-il se spécialiser selon Ricardo ?

	Tissu	Vin
Pays A	10 h	20 h
Pays B	30 h	40 h

3. Présentez l'argument du protectionnisme éducateur de Friedrich List.

4. L'indice des termes de l'échange d'un pays passe de 100 à 95. Interprétez.

5. Qu'est-ce que le commerce intra-branche, et comment l'expliquer ?

Corrigés détaillés

1. Solde = 600 − 680 = **−80 Md€** (déficit). Taux de couverture = 600 ÷ 680 × 100 = **88,2 %**.

2. A est plus efficace partout (avantage absolu). Coût du vin en tissu : 2 unités en A (20 ÷ 10), 1,33 en B (40 ÷ 30). Le désavantage de B est le plus faible pour le vin : **B se spécialise dans le vin, A dans le tissu**.

3. Une industrie naissante ne peut affronter tout de suite des concurrents installés. Une protection **temporaire** lui laisse le temps de devenir compétitive, avant l'ouverture au libre-échange.

4. Les termes de l'échange se **dégradent de 5 %** : les prix des exportations baissent par rapport à ceux des importations, le pays doit exporter davantage pour acheter la même quantité.

5. L'échange de produits **similaires** entre pays proches (des voitures entre la France et l'Allemagne). Il s'explique par la **différenciation des produits** et les **économies d'échelle** (Krugman).

Système monétaire, firmes et mondialisation

Les changes, l'histoire du système monétaire international, les stratégies des multinationales

Les taux de change

Le taux de change est le prix d'une monnaie exprimé dans une autre. En change **flottant**, il varie selon l'offre et la demande : on parle d'appréciation ou de dépréciation. En change **fixe**, l'autorité décide de réévaluer ou de dévaluer.

Les effets d'une dépréciation de l'euro : les exportations européennes deviennent moins chères pour l'étranger (gain de compétitivité-prix), mais les importations, notamment l'énergie, coûtent plus cher. Le solde commercial se dégrade souvent d'abord, puis s'améliore : c'est la **courbe en J**.

Le système monétaire international

Période	Fonctionnement
Étalon-or (XIXe siècle-1914)	Chaque monnaie est définie par un poids d'or et convertible en or : les changes sont fixes.
Bretton Woods (1944-1971)	Seul le dollar est convertible en or (35 dollars l'once) ; les autres monnaies ont une parité fixe mais ajustable avec le dollar. Création du **Fonds monétaire international** (FMI) et de la Banque mondiale.
La fin du système	Les déficits américains minent la confiance (dilemme de Triffin). Le 15 août 1971, Richard Nixon suspend la convertibilité du dollar en or.
Changes flottants (depuis 1973)	Les accords de la Jamaïque (1976) officialisent les changes flottants. La globalisation financière s'accompagne de crises : Asie (1997), subprimes (2007-2008).

Les stratégies internationales des entreprises

Une firme multinationale possède au moins une filiale à l'étranger. Elle s'implante par des **investissements directs à l'étranger** (IDE) : création ou rachat d'une entreprise, avec au moins 10 % du capital, ce qui donne une influence durable. En dessous, il s'agit d'un investissement de portefeuille, simple placement.

Trois logiques d'implantation : l'accès aux **ressources** (matières premières) ; l'accès aux **marchés**, en produisant près des clients et en contournant les barrières douanières ; la baisse des **coûts**, en répartissant les étapes de production entre pays.

La décomposition internationale du processus productif (DIPP) découpe la fabrication d'un produit entre plusieurs pays, formant des **chaînes de valeur mondiales**. La conception reste souvent au Nord, l'assemblage là où le travail coûte moins.

Délocaliser, externaliser, relocaliser. La délocalisation transfère une production à l'étranger ; l'externalisation la confie à un sous-traitant ; la relocalisation la rapatrie, enjeu de souveraineté depuis la crise sanitaire.

La mondialisation et ses effets

Définition. La mondialisation est l'intégration croissante des économies par les échanges de biens et de services, les mouvements de capitaux, la circulation des informations et, dans une moindre mesure, des personnes.

Des gagnants et des perdants. Elle a sorti des centaines de millions de personnes de la pauvreté, surtout en Asie. Mais dans les pays riches, les salariés peu qualifiés des secteurs exposés à la concurrence en ont moins profité. La « courbe de l'éléphant » de Branko Milanovic résume ce constat : forts gains pour les classes moyennes des pays émergents et pour les plus riches, faibles gains pour les classes moyennes et populaires des pays développés.

Une gouvernance à construire : OMC pour le commerce, FMI pour la stabilité financière, G20, accords sur le climat et sur la fiscalité des multinationales, comme l'impôt minimum mondial de 15 % négocié dans le cadre de l'OCDE.

Les pièges classiques

Parler de « dévaluation » en change flottant : on dit dépréciation ; la dévaluation est une décision prise en change fixe.

Confondre IDE et placement financier : l'IDE vise une influence durable sur l'entreprise (au moins 10 % du capital).

Confondre délocalisation et externalisation : l'une déplace la production à l'étranger, l'autre la confie à une autre entreprise, même en France.

Entraînez-vous : 5 QRC · répondez en quelques lignes

1. **Quels sont les effets d'une dépréciation de l'euro sur le commerce extérieur de la zone euro ?**
2. **Présentez les principes du système de Bretton Woods et la date de sa fin.**
3. **Distinguez investissement direct à l'étranger et investissement de portefeuille.**
4. **Qu'est-ce que la décomposition internationale du processus productif ? Donnez un exemple.**
5. **Citez deux effets contrastés de la mondialisation.**

Corrigés détaillés

1. Les exportations deviennent **moins chères** à l'étranger et gagnent en compétitivité-prix ; les importations sont **plus coûteuses**. Le solde peut se dégrader à court terme avant de s'améliorer (courbe en J).

2. Accords de 1944 : **dollar convertible en or** à 35 dollars l'once, autres monnaies à **parités fixes** mais ajustables, création du FMI. Fin le **15 août 1971**, quand Nixon suspend la convertibilité.

3. L'**IDE** donne une influence durable sur une entreprise étrangère (au moins 10 % du capital) ; l'investissement de **portefeuille** est un simple placement financier.

4. La fabrication d'un produit est **découpée en étapes** réalisées dans différents pays : un smartphone conçu aux États-Unis, avec des composants asiatiques, assemblé en Chine.

5. Elle a **réduit la pauvreté** dans les pays émergents, mais elle a **fragilisé l'emploi peu qualifié** dans certains secteurs des pays développés.

L'Union européenne et l'intégration régionale

Les étapes de l'intégration, la construction européenne et ses politiques économiques

Les cinq étapes de l'intégration selon Bela Balassa (1961)

Étape	Contenu
Zone de libre-échange	Suppression des droits de douane entre membres ; chacun garde ses propres droits envers l'extérieur.
Union douanière	Zone de libre-échange plus un **tarif extérieur commun**.
Marché commun	Union douanière plus la libre circulation des facteurs de production (travail, capital).
Union économique	Marché commun plus l'harmonisation des politiques économiques ; avec une monnaie unique, union économique et monétaire.
Intégration totale	Politiques unifiées et institutions supranationales.

Les grandes dates de la construction européenne

1951	Traité de Paris : Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), à six pays.
1957	Traités de Rome : Communauté économique européenne (CEE) et Euratom. L'union douanière est achevée en 1968.
1986	Acte unique européen : le **marché unique** entre en vigueur le 1er janvier 1993, avec quatre libertés de circulation (biens, services, capitaux, personnes).
1992	Traité de Maastricht : naissance de l'Union européenne et programme d'union économique et monétaire, avec des critères de convergence.
1999	L'euro devient la monnaie de 11 pays ; billets et pièces circulent en 2002. Depuis l'entrée de la Bulgarie le 1er janvier 2026, la zone euro compte **21 pays** sur les 27 de l'Union.
2007	Traité de Lisbonne, en vigueur en 2009 : il régit aujourd'hui le fonctionnement de l'Union.

Les politiques économiques de l'Union

Les politiques communes : la politique agricole commune (PAC, 1962), la politique commerciale (compétence exclusive : la Commission négocie pour les 27), la politique de la **concurrence** (contrôle des ententes, des abus de position dominante, des concentrations et des aides d'État) et la politique de **cohésion**, qui aide les régions en retard par les fonds structurels.

Une politique monétaire unique confiée à la BCE, mais des politiques budgétaires nationales encadrées par le Pacte de stabilité et de croissance, réformé en 2024. En 2020, le plan de relance NextGenerationEU (750 milliards d'euros aux prix de 2018) a été financé pour la première fois par un emprunt commun.

Les débats sur l'intégration

La zone monétaire optimale (Robert Mundell, 1961). Une monnaie unique fonctionne bien si les pays peuvent absorber un **choc asymétrique** (qui frappe un seul pays) sans dévaluer : grâce à la mobilité des travailleurs, à la flexibilité des prix et des salaires, ou à un budget commun qui transfère des ressources. La zone euro ne remplit qu'en partie ces conditions.

La crise des dettes souveraines (2010-2012), partie de Grèce, a conduit à créer le Mécanisme européen de stabilité (MES) en 2012 et à renforcer la surveillance budgétaire.

D'autres intégrations régionales : l'accord Canada–États-Unis–Mexique (qui a remplacé l'ALENA en 2020), le Mercosur en Amérique du Sud, l'ASEAN en Asie du Sud-Est, la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Les pièges classiques

Confondre Union européenne et zone euro : 27 pays d'un côté, 21 de l'autre.

Confondre zone de libre-échange et union douanière : seule l'union douanière a un tarif extérieur commun.

Attribuer le marché unique à Maastricht : il vient de l'Acte unique (1986) et s'applique depuis 1993.

Entraînez-vous : 5 QRC · répondez en quelques lignes

1. **Distinguez zone de libre-échange et union douanière.**
2. **Quelles sont les quatre libertés du marché unique, et depuis quand s'appliquent-elles ?**
3. **Qu'apporte le traité de Maastricht ?**
4. **Qu'est-ce qu'un choc asymétrique, et pourquoi pose-t-il problème dans une union monétaire ?**
5. **Présentez la politique européenne de la concurrence.**

Corrigés détaillés

1. Les deux suppriment les droits de douane entre membres. L'**union douanière** y ajoute un **tarif extérieur commun** ; dans une zone de libre-échange, chaque pays garde ses propres droits envers les pays tiers.

2. La libre circulation des **biens, des services, des capitaux et des personnes**, depuis le **1er janvier 1993**, en application de l'Acte unique de 1986.

3. Il crée l'**Union européenne** et programme l'**union économique et monétaire** : critères de convergence, création de la BCE et de l'euro.

4. Un choc qui frappe **un seul pays** de l'union. Celui-ci ne peut plus dévaluer ni fixer ses taux d'intérêt ; il doit s'ajuster par les salaires, le chômage ou la mobilité, ce qui est coûteux.

5. Conduite par la **Commission**, elle sanctionne les ententes et les abus de position dominante, contrôle les concentrations et encadre les aides d'État.

Les nouveaux cadres de l'action publique

Un État qui partage son pouvoir vers le haut, vers le bas, et change sa manière d'agir

Le point de départ. Richard Musgrave assigne à l'État trois fonctions : l'**allocation** des ressources (biens publics, correction des externalités), la **redistribution** des revenus et la **stabilisation** de la conjoncture.

Ce qui a changé. Depuis les années 1980, l'État exerce ces fonctions dans un cadre nouveau : il partage ses compétences avec l'Union européenne et les collectivités territoriales, passe du rôle de producteur à celui de régulateur, et se soumet à une logique de performance.

Une action publique à plusieurs niveaux

Niveau	Ce qu'il faut savoir
L'Union européenne	Elle exerce des compétences exclusives (politique commerciale, politique monétaire de la zone euro, concurrence) et encadre les budgets nationaux. Le **principe de subsidiarité** réserve son intervention aux domaines où elle agit plus efficacement que les États.
Les collectivités territoriales	La **décentralisation** leur transfère des compétences : lois Defferre de 1982-1983 (acte I), révision constitutionnelle de 2003 qui inscrit l'« organisation décentralisée » de la République (acte II), lois MAPTAM (2014) et NOTRe (2015), loi 3DS (2022).
L'État déconcentré	Le préfet et les services de l'État dans les territoires mettent en œuvre les politiques nationales au plus près du terrain.

Du producteur au régulateur

Les privatisations (vagues de 1986, 1993, puis ouvertures de capital) et l'ouverture à la concurrence des services en réseau (télécommunications, énergie, transport ferroviaire) réduisent le rôle d'État producteur.

Les autorités administratives indépendantes régulent ces marchés sans dépendre du Gouvernement : l'Autorité de la concurrence, l'Autorité des marchés financiers (AMF), l'Arcep pour les communications électroniques, la Commission de régulation de l'énergie (CRE).

Une gestion publique tournée vers la performance

La nouvelle gestion publique (*new public management*) transpose à l'administration des méthodes du privé : objectifs, indicateurs, contractualisation, évaluation.

La loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1er août 2001, appliquée depuis 2006, présente le budget de l'État par **missions, programmes et actions**, assortis d'objectifs et d'indicateurs de performance. Les gestionnaires gagnent en liberté (fongibilité des crédits) en contrepartie d'une responsabilité sur les résultats.

Les pièges classiques

Confondre décentralisation et déconcentration : la première transfère des compétences à des collectivités élues ; la seconde délègue des pouvoirs à des agents de l'État, comme le préfet.

Croire que la subsidiarité favorise toujours l'Union : elle peut aussi justifier que l'Union n'intervienne pas.

Confondre AAI et service ministériel : une autorité administrative indépendante ne reçoit pas d'instructions du Gouvernement.

Dater la LOLF de 2006 : elle est votée en 2001 et s'applique pleinement à partir du budget 2006.

Entraînez-vous : 5 QRC · répondez en quelques lignes

1. Présentez les trois fonctions économiques de l'État selon Richard Musgrave.

2. Qu'est-ce que le principe de subsidiarité ?

3. Citez trois étapes de la décentralisation en France.

4. Qu'est-ce qu'une autorité administrative indépendante ? Donnez deux exemples.

5. Qu'a changé la LOLF dans la gestion du budget de l'État ?

Corrigés détaillés

1. L'**allocation** (fournir des biens publics, corriger les défaillances du marché), la **redistribution** (réduire les inégalités par les impôts et les prestations), la **stabilisation** (soutenir la croissance et l'emploi, contenir l'inflation).

2. Dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, l'Union n'intervient que si son action est **plus efficace** que celle des États membres. Le principe figure à l'article 5 du traité sur l'Union européenne.

3. Les **lois Defferre** de 1982-1983, la **révision constitutionnelle de 2003** (« organisation décentralisée »), la **loi NOTRe** de 2015, qui renforce les régions.

4. Un organisme de l'État qui **régule un secteur sans être soumis au Gouvernement**. Exemples : l'Autorité des marchés financiers, l'Arcep (communications électroniques) ; l'Autorité de la concurrence et la CRE en sont d'autres.

5. Le budget est voté par **missions et programmes** associés à des **objectifs et indicateurs de performance** ; les gestionnaires ont plus de liberté (fongibilité) mais rendent compte de leurs résultats.

Les sujets officiels corrigés

Le sujet 2026 et le sujet zéro : les questions posées et des réponses rédigées dans la limite de lignes

Le sujet 2026. Trois questions, « en 20 lignes au maximum dans l'ordre de votre choix ». Une définition à discuter, un indicateur à interpréter, un mécanisme à décrire : chaque réponse ci-dessous tient dans la limite et suit le même plan, définir, expliquer, illustrer.

Question 1 · Définissez le concept de mondialisation. S'agit-il d'un phénomène linéaire ?

La **mondialisation** est le processus d'intégration croissante des économies nationales en un marché mondial, par l'intensification des échanges de biens et de services, des mouvements de capitaux, des flux d'information et des migrations. Elle est portée par la baisse des coûts de transport et de communication, la libéralisation des échanges (GATT en 1947, OMC en 1995) et les stratégies des firmes multinationales, qui fragmentent la production en chaînes de valeur mondiales.
Ce n'est pas un phénomène linéaire. Une première mondialisation (1870-1914) est suivie d'un net reflux : guerres, protectionnisme après la crise de 1929, fermeture des économies. Les échanges repartent après 1945, puis accélèrent dans les années 1990 avec la fin des blocs et l'entrée de la Chine à l'OMC en 2001. Depuis la crise de 2008, le commerce progresse à peu près au rythme du PIB (on parle de « slowbalisation »), et les tensions commerciales, la pandémie de 2020 et les politiques de relocalisation conduisent à une **régionalisation** des échanges plutôt qu'à un recul général.

Le plan attendu : une définition précise, puis la démonstration par les phases. Citer des dates fait la différence.

Question 2 · La Slovaquie a un coefficient de Gini de 0,232. Expliquez ce que cela signifie.

Le **coefficient de Gini** mesure les inégalités de répartition d'une grandeur, ici les revenus. Il varie de **0** (égalité parfaite : chacun perçoit le même revenu) à **1** (inégalité maximale : une seule personne perçoit tout). Graphiquement, il rapporte l'aire entre la diagonale d'égalité et la courbe de Lorenz à l'aire totale sous la diagonale.
Avec **0,232**, la Slovaquie a une répartition des revenus **peu inégalitaire** : sa courbe de Lorenz est proche de la diagonale. C'est l'un des niveaux les plus bas de l'Union européenne ; la France se situe autour de 0,29. Le Gini ne dit rien, en revanche, du niveau de vie moyen ni de l'endroit de la distribution où se concentrent les inégalités.

Voir la fiche S3. Toujours : définition, bornes, lecture du chiffre, comparaison, limite de l'indicateur.

Question 3 · Décrivez les fonctions de la monnaie internationale.

Une monnaie devient internationale quand elle est utilisée hors de son pays d'émission. Elle y remplit les **trois fonctions classiques** de la monnaie, pour les agents privés comme pour les autorités publiques. **Unité de compte** : on y facture le commerce et on y cote les matières premières (le pétrole se négocie en dollars) ; des États y ancrent leur propre monnaie. **Moyen de paiement** : elle sert à régler les échanges et les opérations financières, et de monnaie intermédiaire sur le marché des changes, où le dollar intervient dans la grande majorité des transactions. **Réserve de valeur** : les épargnants y placent leurs actifs et les banques centrales y détiennent leurs réserves de change, dont le dollar représente plus de la moitié et l'euro environ un cinquième (FMI).
Cette position procure à l'émetteur un « privilège exorbitant » (Valéry Giscard d'Estaing, 1965) : il s'endette dans sa propre monnaie.

Le sujet zéro comptait 4 questions, en 15 lignes au maximum chacune. Les corrigés ci-dessous en reprennent l'essentiel, sous forme de plan détaillé.

Question 1 · Quelles sont les limites du PIB comme indicateur de création de richesses ?

Le PIB additionne les valeurs ajoutées produites sur le territoire. **Il comptabilise mal** : la production non marchande (services publics) est évaluée à son seul coût de production, ce qui sous-estime sa valeur ; le travail domestique et le bénévolat sont ignorés ; l'économie souterraine échappe à la mesure. **Il ne mesure pas le bien-être** : il compte comme richesses des activités nuisibles (la production de tabac) ou qui réparent des dégâts (dépollution), ignore les inégalités et l'épuisement du capital naturel. D'où les indicateurs complémentaires : IDH, indicateurs de bien-être et de soutenabilité (rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi, 2009).

Fiche S4.

Question 2 · Qu'est-ce qu'un choc d'offre positif ?

Un **choc d'offre positif** est un événement soudain qui améliore les conditions de production : il **baisse les coûts** des entreprises ou accroît leur productivité. L'offre globale augmente : la courbe d'offre se déplace vers la droite, ce qui fait **baisser les prix et augmenter les quantités produites**. Exemples : une innovation majeure (les technologies de l'information aux États-Unis entre 1995 et 2000), la baisse du prix du pétrole ou des matières premières, la suppression de droits de douane sur les intrants, une baisse de la fiscalité sur les entreprises. À l'inverse, un choc d'offre négatif, comme le choc pétrolier de 1973, combine inflation et baisse de la production.

Fiche S7.

Question 3 · Quel rôle la banque centrale joue-t-elle dans la création monétaire ?

La banque centrale a le **monopole de la monnaie centrale** : les billets et les avoirs que les banques commerciales détiennent sur leur compte auprès d'elle. Les banques créent la monnaie scripturale en accordant des crédits (« les crédits font les dépôts »), mais elles ont besoin de monnaie centrale pour les retraits de billets, les paiements entre banques et les **réserves obligatoires**. La banque centrale encadre donc la création monétaire : par ces réserves, par le **refinancement** qu'elle accorde aux banques contre des titres en garantie, et surtout par ses **taux directeurs**, qui déterminent le coût du crédit.

Fiche S6.

Question 4 · Quels sont les effets économiques positifs du marché unique européen ?

Le marché unique (Acte unique de 1986, en vigueur au 1er janvier 1993) assure la libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et des personnes. **Pour les producteurs** : un marché élargi permet des **économies d'échelle**, une meilleure allocation des ressources et une baisse des coûts, donc plus de compétitivité. **Pour les consommateurs** : la concurrence fait baisser les prix et élargit le choix de produits. Ces effets stimulent l'investissement, la consommation et la croissance.

Fiche S11.

FIN DU PACK · SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Et maintenant, à vous !

Relisez les pièges de chaque fiche, refaites les questions ratées quelques jours plus tard, puis entraînez-vous sur les sujets officiels en temps réel. La régularité compte plus que la durée : un peu chaque jour vaut mieux qu'une longue séance la veille.

LE JOUR J : LA LISTE À COCHER

- ☐ **Votre convocation.** Imprimée, avec l'adresse exacte du centre d'examen. Repérez le trajet la veille.
- ☐ **Une pièce d'identité.** En cours de validité : sans elle, l'accès à la salle peut être refusé.
- ☐ **Le matériel autorisé.** Stylos à encre noire ou bleue, de rechange. Vérifiez sur la convocation si la calculatrice est admise.
- ☐ **Une montre.** Pour suivre votre plan : 45 minutes pour le QCM, 1 h 15 pour les QRC.

LA COLLECTION COMPLÈTE

Le tronc commun AD, QCM et oral réunis	**Analyse de dossier** Épreuve écrite n° 1	**Connaissances générales** QCM de l'épreuve n° 2
Français QCM de l'épreuve n° 2	**Mathématiques et raisonnement logique** QCM de l'épreuve n° 2	**Sciences économiques et sociales** Option QRC
Comptabilité et analyse financière Option QRC	**Droit** Option QRC	**Mathématiques** Option QRC
Histoire, géographie, géopolitique Option QRC	**Oral d'admission** Épreuve d'admission	

UNE ERREUR, UNE QUESTION ?

Si vous repérez une erreur ou un point à préciser, écrivez à **contact@lessentiel-concours.fr** : chaque signalement améliore la prochaine version.

PARTAGEZ-LE

Ce document est gratuit. Vous pouvez le transmettre librement à d'autres candidats, sans le modifier ni le vendre (licence CC BY-NC-ND 4.0).

L'Essentiel Concours

Ici... on va à l'essentiel. Bon courage !
Initiative indépendante : ce document n'est pas une publication officielle de la DGFiP.